



CSAI FS de Bordeaux le 16/12/2024

LES APPARENCES SUFFISENT LARGEMENT A FAIRE UN MONDE



Monsieur le Président, nous ne constatons aucune avancée en matière de prévention des risques professionnels. La défaillance est toujours béante.

Où sont les indicateurs réglementaires de santé et de sécurité au travail ? Où se cache un plan de santé au travail ? violences, accidents graves se perpétuent, se multiplient, basculent dans la sauvagerie.

Combien d'accidents du travail, de maladies professionnelles, d'agents fragilisés reprennent en temps partiels thérapeutiques. Les burn-out explosent dans les établissements pénitentiaires et les SPIP. Aucune évaluation n'est menée, aucune remédiation n'est l'objet d'un début de pensée.

Vous nous affichez des intentions, des vœux... le Chemin pour l'enfer est pavé de bonnes intentions.

Les charges de travail explosent dans les services du Ministère de la Justice. Où sont les promesses d'un effectif annoncé pour 2024 de 60 personnes par Conseiller à temps plein. Les outils numériques dysfonctionnent. Les impératifs de mise en oeuvre d'actions collectives se multiplient. Les tâches de rendus compte s'accroissent de manière exponentielle au détriment de notre cœur de métier, le rapport à la loi et l'accompagnement social. Les personnels pénitentiaires désespèrent d'une amélioration possible, ne peuvent plus accorder crédit à des annonces qui ont des allures de mensonge. L'Administration pénitentiaire leur laisse un profond sentiment d'abandon. Le taux d'effectif est inférieur à 80 % pour certains établissements, les agents se retrouvent seuls sur les coursives alors qu'ils devraient être deux, des postes protégés ne sont pas couverts. L'insécurité est réalité, une réalité qui installe un sentiment d'impuissance dévastateur.

En quoi la politique de lancement d'outils actuariels et de prises en charge collective comme mode de gestion des flux, en instaurant la recherche d'un risque de récidive, serait-elle garante d'une prévention de la récidive. Là où les indicateurs sont le fruit de systèmes sociaux dysfonctionnant, là où ces indicateurs se basent sur une société qui fabrique elle-même des facteurs de délinquance.

Nous vous demandons la valorisation de nos compétences propres, qui jusqu'à aujourd'hui n'ont fait l'objet d'aucune recherche par des universitaires, indépendants.

Le monde des SPIP serait-il devenu un terrain de jeu pour le totalitaire sécuritaire d'une administration qui requiert une prestation de serment à des personnels engagés de longue date dans la prévention de la récidive, dans la protection des victimes, en rétablissant une sécurité des relations, du lien social.

Cautionnez-vous une politique qui vise à renflouer le bateau SPIP à coups de recrutements de personnels contractuels, non formés aux spécificités du métier, non formés à une identité forte, rattachée aux valeurs humaines fondatrices d'une possible cohésion sociale.

Il y a longtemps que nous travaillons, façonnons nos outils pour mailler le rapport à la loi, aux grandes lois qui nous permettent de vivre ensemble. Les Lois fondatrices de l'altérité. Pour que ces lois opèrent, nous savons qu'elles doivent être intégrées avec un sentiment de légitimité pour chacun.

Quelle légitimité donnez-vous à vos personnels en reconduisant sans cesse la carence, que ce soit en termes d'effectif, mais encore davantage en termes de reconnaissance de leur identité professionnelle.

Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse.

Les représentants CGT